

Banque fédérale de développement

les formulaires et la paperasserie inutiles qui font perdre tant de temps aux petites entreprises. Nous devrions leur offrir plus de marchés fédéraux et mettre sur pied un programme dynamique d'achat au Canada.

Cette motion vise à faire de la Banque fédérale de développement une banque à laquelle les petites entreprises pourront s'adresser parce qu'elle s'intéressera à elles et non aux grandes entreprises du Canada.

• (1720)

[Français]

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): J'aimerais participer à ce débat très important, monsieur le Président, sur une motion qui demande au gouvernement d'avoir une politique de développement des petites entreprises, et que cette politique soit administrée par la Banque fédérale de développement. Je remercie mon collègue de nous permettre d'avoir ce débat, car depuis 1984 le gouvernement conservateur avait promis d'étudier le mandat de la Banque fédérale de développement et de lui donner un nouveau mandat. Étant donné que mon temps de parole est limité, monsieur le Président, j'aurais aimé lire toutes les questions que j'ai déjà posées aux différents ministres d'État (Petites entreprises) sur cette question, mais je n'ai vraiment pas le temps de le faire cet après-midi, préférant dédier les 10 minutes qui me sont allouées à cette question très importante, monsieur le Président.

Je voudrais seulement spécifier que si on dit souvent que ce gouvernement a une politique de laisser-faire, on pourrait prendre ce secteur de la petite entreprise et vraiment prouver que ce gouvernement l'a laissée complètement tomber dès le début, et je pense que le dernier Budget en est un témoignage flagrant, monsieur le Président.

Mais je voudrais parler un peu de la Banque fédérale de développement. Nous, de l'Opposition officielle, avons pris cette question de façon sérieuse après l'élection de 1984, et nous avons aussi, par le biais d'un groupe de travail qui a traversé le pays, parlé du mandat de la Banque fédérale de développement et des services qu'elle devait donner. En mai 1987, nous avons produit un rapport qui, justement, donne amplement d'importance à cette institution, et dans trois recommandations, nous avons défini justement ce que l'avis de motion propose: Que la Banque fédérale de développement soit un centre de développement pour les petites entreprises au Canada.

Monsieur le Président, la Banque fédérale de développement offre actuellement trois types de services. Premièrement, un service de prêts, et, sans vouloir me répéter, je crois que mon collègue a bien décrit que ce

sont justement des prêts qui s'adressent surtout à la moyenne entreprise, car la moyenne des prêts, le montant des prêts individuels que la BFD accorde, c'est environ 84 000\$, tandis que la moyenne des prêts des banques commerciales sous le programme de la Loi des prêts aux petites entreprises est, en moyenne, entre 20 000\$ et 25 000\$. Donc, d'un côté, ce n'est pas la petite entreprise qui bénéficie le plus des prêts de la Banque fédérale de développement, mais plutôt la moyenne entreprise.

Le deuxième service offert par la Banque fédérale de développement, c'est le service de placements. Et, monsieur le Président, là aussi, certains chiffres nous démontrent justement que, par exemple, lors de l'année financière 1985-1986, même dans ces secteurs-là, la Banque ne met pas beaucoup de fonds, mais malgré ce fait, en 1985-1986, 30 demandes furent autorisées, pour une valeur de 12,5 millions de dollars et, en moyenne, cela représentait 417 000\$ de placements par cas. Donc, comme vous pouvez le constater, il ne s'agit pas là de la petite entreprise. Donc, même en ce qui touche ce deuxième service, c'est surtout la moyenne entreprise qui en bénéficie.

Le troisième service, monsieur le Président, c'est la gestion-conseil, l'information, la formation. C'était le service que la petite entreprise recevait vraiment de cette institution qui, originalement, devait aider la petite et moyenne entreprises.

Dans le Budget qui a été présenté à la fin d'avril, le gouvernement juge à propos de couper ce service qui, actuellement, avant le Budget, totalisait 27 millions de dollars. Il coupe 13 millions de dollars, donc 50 p. 100. Le gouvernement qui prétend être le parti politique qui défend la petite entreprise coupe 50 p. 100 des services que la Banque fédérale de développement offrait.

Je suis certain, monsieur le Président, comme vous l'êtes, que dans votre circonscription il y a eu des séminaires. Justement, la Banque fédérale de développement a organisé des séminaires d'affaires avec le gérant de banque, le président de la Chambre de commerce, et des gens d'affaires des petites entreprises. Des commerçants de la région allaient rencontrer des avocats, des comptables, des fiscalistes, des financiers afin d'apprendre comment on devait gérer les petites entreprises. Il y avait aussi un autre programme où on envoyait des experts, des gens à la retraite, donc cela ne coûtait pas beaucoup à la Banque pour aider les gens à apprendre comment tenir les livres et donner des conseils de gestion. Monsieur le Président, avec une coupure de 50 p. 100 dans de tels services, la Banque fédérale de développement ne pourra pas continuer à donner ces services, et bientôt nous allons